

SOMMAIRE

<i>La mécanique (pénale) des fluides (corporels)</i> par Coralie AMBROISE-CASTÉROT, agrégée des facultés de droit, professeur à l'Université de Nice.....	1
<i>Amicale contribution à une amicus facultae</i> par Laetitia ANTONINI-COCHIN, professeur des Universités, Faculté de droit et science politique de Nice, Université Côte d'Azur, vice-présidente Vie étudiante et de campus et Marie-Cécile LASSERRE, maître de conférences HDR, Faculté de droit et science politique de Nice, Université Côte d'Azur ...	17
<i>Le formalisme excessif de la procédure civile dématérialisée : une soupape de sécurité mais pas la panacée</i> par Corinne BLÉRY, professeur de droit privé à l'Université polytechnique Hauts-de-France (Valenciennes), directrice du master Justice, procès et procédures, membre du conseil scien- tifique de Droit & Procédure	25
<i>Relire Carbonnier sur la jurisprudence à l'heure de l'open data des décisions de justice</i> par Loïc CADIET, professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne Paris I, président honoraire de l'Association internationale de droit processuel	43
<i>La vente forcée de l'immeuble par destination</i> par Pierre CAGNOLI, professeur à l'Université Côte d'Azur, membre du Centre d'études et de recherches en droit des procédures	67
<i>Antithèses sur les nullités des actes de procédure</i> par Nicolas CAYROL, professeur à l'Université de Tours.....	83

<i>Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et droit du procès civil français : une influence limitée, sous l'ombre portée de la subsidiarité</i> par Cécile CHAINAIS, professeure à l'Université Paris Panthéon-Assas, directrice du Centre de recherche sur la justice (CRJ)	97
<i>L'amiable et les procédures civiles d'exécution</i> par Cédric CHAPELLE, docteur en droit privé et juriste	121
<i>L'acte introductif d'instance européen : Still can we?</i> par Mathieu CHARDON, huissier de justice, secrétaire général de l'Union internationale des huissiers de justice	135
<i>Présomptions et procédure civile</i> par Didier CHOLET, professeur à l'Université du Mans	149
<i>Office du juge et règles de droit privé européennes impératives</i> par Sandrine CLAVEL, professeur à l'Université Paris Saclay, UVSQ, doyen honoraire de la Faculté de droit et science politique, ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature ...	165
<i>Dieu nous garde du contrôle de proportionnalité</i> par Hervé CROZE, agrégé des Facultés de droit, avocat honoraire.....	179
<i>Faut-il consacrer le droit à un juge humain ?</i> par Anaïs DANET, professeure de droit privé et sciences criminelles à l'Université de Reims Champagne-Ardenne, doyenne de la faculté de droit et de science politique de l'Université de Reims Champagne-Ardenne.....	189
<i>Le ministère public dans les procédures d'insolvabilité confronté au Code de procédure civile</i> par Christophe DELATTRE, docteur en droit, substitut général cour d'appel de Douai, magistrat inspecteur régional.....	201
<i>Une femme en procédure</i> par Isabelle DESPRÉS, professeure, Nantes Université.....	217
<i>L'expiration des délais pour agir en contestation ou en réclamation d'état confrontée à la Conv. EDH : la métrique de la pesée judiciaire</i> par Mélina DOUCHY-LOUDOT, professeur à l'Université de Toulon, membre de l'UMR-CNRS Droit international comparé et européen (CDPC) 7318, associée du Laboratoire d'étude et de recherche critiques sur le droit en Afrique (LERCDA)	227

- Les sources infra-réglementaires de procédure civile :
à propos des chartes, conventions, foires aux questions
du ministère de la Justice, du guide de légistique et autres usages...*
par Vincent ÉGÉA, agrégé des Facultés de droit, professeur à
Aix-Marseille Université 241
- L'honoraire de résultat de l'avocat outre-Rhin
ou la fièvre réformatrice est-elle mauvaise conseillère ?*
par Frédérique FERRAND, professeure aux universités Jean
Moulin Lyon 3 et d'Augsbourg 259
- Le droit des entreprises en difficulté souffre-t-il
de la crise de la quarantaine ?*
par Benjamin FERRARI, maître de conférences en droit privé
et sciences criminelles, Université Côte d'Azur, membre du
CERDP (UPR n° 1201) 279
- De la caducité de la déclaration d'appel...
à la déchéance de l'appel!*
par Nicolas GERBAY, maître de conférences HDR à l'Univer-
sité de Bourgogne, codirecteur de l'IEJ de Dijon, membre du
CREDESPO, diplômé avoué à la Cour 295
- Le fabuleux destin de l'excès de pouvoir*
par Thibault GOUJON-BETHAN, professeur de droit privé et
sciences criminelles à l'Université Jean Moulin Lyon 3, direc-
teur du Centre Patrimoine et Contrats (Équipe de recherche
Louis Josserand), codirecteur de l'IEJ de Lyon..... 307
- Où sont les checks and balances dans les revendications
d'un pouvoir judiciaire autonome ?*
par Serge GUINCHARD, professeur émérite de l'Université
Panthéon-Assas (Paris 2), recteur honoraire (académies de
Guadeloupe et de Rennes), doyen honoraire de la Faculté de
droit de Lyon 345
- Sanctions du droit des entreprises en difficulté : faire prévaloir
le Code de procédure civile et le livre VI du Code de commerce*
par Laurence Caroline HENRY, avocat général en service extra-
ordinaire à la Cour de cassation, professeur agrégé..... 357
- L'administrativisation de la justice*
par Emmanuel JEULAND, professeur à l'école de droit de la
Sorbonne, IRJS, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne 371

<i>Procédure civile et sécurité juridique</i>	
par Caitline KAIGL, docteur en droit, Université Côte d'Azur, CERDP (EA 1201)	385
<i>Le pacte Justice-Nation. Un certain regard sur les états généraux de la justice</i>	
par Hania KASSOUL, maîtresse de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université Côte d'Azur.....	413
<i>La caducité dans la procédure de saisie immobilière et de distribution du prix de vente</i>	
par Frédéric KIEFFER, avocat au barreau de Grasse, président d'honneur de l'AAPPE, chargé d'enseignement à l'Université Côte d'Azur et Sciences Po Paris.....	451
<i>Une analyse contractualiste de la clause de conciliation</i>	
par Mathias LATINA, professeur à l'Université Côte d'Azur, CERDP.....	461
<i>De quelques aspects procéduraux intéressant la procédure collective de l'entrepreneur individuel</i>	
par Pierre-Michel LE CORRE, professeur à l'Université Côte d'Azur, membre du CERDP	475
<i>La créance en réparation du dommage corporel</i>	
par Pascal OUDOT, professeur à l'Université de Toulon, Faculté de droit, CERC (EA 3164)	487
<i>Pour un véritable Espace judiciaire civil européen</i>	
par Guillaume PAYAN, professeur à l'Université de Toulon, CDPC Jean-Claude Escarras (UMR CNRS 7318 DICE).....	501
<i>Les femmes peuvent-elles être des espionnes ?</i>	
par Catherine PUIGELIER, professeur à l'Université Paris VIII, membre du Laboratoire de droit social de l'Université Paris- Panthéon-Assas	523
<i>Le désistement d'instance à l'épreuve du droit des procédures collectives : quelques réflexions sur une confrontation délicate</i>	
par Jean-Pierre RÉMERY, doyen de la Cour de cassation	537
<i>Les pratiques de la médiation judiciaire</i>	
par Isabelle ROHART, magistrat honoraire à la cour d'appel de Paris (pôle 5)	551

<i>Juge de la procédure collective : évolutions du paysage institutionnel</i> par Patrick ROSSI, docteur d'État en droit, magistrat hono- raire exerçant des fonctions juridictionnelles, ancien sous- directeur du droit économique à la DACS.....	563
<i>Pour une dose de subjectivité dans l'approche de la péremption d'instance</i> par Yves STRICKLER, professeur à l'Université Côte d'Azur	573
<i>Après une lecture de Bruno Latour : le dilemme de Gregor</i> par Jean-Jacques SUEUR, professeur émérite de droit public, Université de Toulon	587
<i>Propos critiques sur la responsabilité pesant sur le bénéficiaire de l'exécution provisoire</i> par Philippe THÉRY, professeur émérite de l'Université Paris- Panthéon-Assas	599
<i>Procédures collectives, instances en cours et conflits de lois</i> par Jean-Luc VALLENS, magistrat honoraire, ancien professeur associé à l'Université de Strasbourg, expert auprès de la Com- mission européenne.....	611
<i>Une infraction « sociale » évolutive : notes sur le port illégal de décoration en France à l'époque contemporaine (1801-1944)</i> par Olivier VERNIER, professeur émérite d'histoire du droit, Université Côte d'Azur.....	625
<i>La politique de l'amiable au pôle de l'urgence civile du tribunal judiciaire de Paris</i> par Fabrice VERT, premier vice-président au tribunal judi- ciaire de Paris	639
<i>Libres propos d'un juge sur l'article 5 du Code civil</i> par Vincent VIGNEAU, conseiller à la Cour de cassation, professeur associé à l'Université de Versailles-Saint Quentin- en-Yvelines	649